

Questions orales

La ministre peut-elle nous dire si nous allons envoyer d'autres troupes en Bosnie? Est-ce que le mandat de nos troupes qui sont actuellement dans la région sera modifié pour leur confier davantage un rôle de combattant? D'où viendront les ressources et l'équipement, étant donné que la ministre a toujours dit que nous ne sommes plus en mesure de contribuer aux opérations de maintien de la paix?

• (1520)

Compte tenu des graves implications de cette décision pour nos troupes et leurs familles, j'espère que la ministre pourra fournir des réponses précises à ces questions.

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame la Présidente, avant de répondre à la question, de façon très précise selon mon habitude, permettez-moi de souligner qu'on a beaucoup parlé aujourd'hui à la Chambre des femmes, du rôle de premier plan qu'elles ont joué et de leur rôle à la Chambre, étant donné que les chefs de deux partis nationaux sont des femmes.

Je sais que vous n'êtes pas la première femme à assumer la présidence, mais je voudrais vraiment reconnaître aujourd'hui l'excellent travail que vous avez accompli dans cette fonction.

Des voix: Bravo!

Mme McDougall: Pour revenir à la question du député, je dois m'excuser de ne pas avoir vérifié la transcription, mais j'ai vraiment dit le contraire. J'ai dit que la décision n'avait pas été prise.

J'ai toujours dit que nous ne pouvions presque plus envoyer d'autres soldats et que nous allions examiner notre capacité de contribuer. Nous n'avons pas pris de décision à cet égard, parce que les Nations Unies n'ont pas demandé au Canada de participer à l'envoi d'autres troupes. Par contre, l'ONU connaît très bien la limite de notre capacité de fournir d'autres troupes et d'autres ressources, et sait que notre contribution serait plutôt limitée. Je voulais répondre que nous n'avons pas encore pris de décision à cet égard.

Le député et la Chambre voudront bien m'excuser de ne pas avoir vérifié si le texte du hansard était correct.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Madame la Présidente, j'ai une question supplémentaire.

Si la ministre dit que le Canada a décidé de ne pas envoyer de troupes, peut-elle nous préciser ce que l'on va faire avec les troupes qui sont déjà en Bosnie? Allons-nous accepter que leur mandat soit modifié conformé-

ment à la résolution adoptée par le Conseil de sécurité et énoncée dans le rapport du secrétaire général? Cette résolution dit en fait que l'on va maintenant demander aux troupes d'assurer la protection militaire des civils dans les enclaves de sécurité, ce qui constitue un changement important au mandat des troupes et aux conditions liées à une intervention militaire de leur part.

Dans un tel cas, qu'est-ce qui sera fait pour s'assurer que nos troupes possèdent le matériel et les ressources nécessaires? Tous les rapports mentionnent clairement que les troupes en place actuellement ne possèdent pas le matériel requis pour s'acquitter des tâches que l'ONU veut maintenant confier à sa force de protection en Bosnie.

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame la Présidente, il est très difficile de parler des ressources et du matériel supplémentaires nécessaires à nos troupes avant d'obtenir des Nations Unies une description précise des tâches qui pourraient être confiées à nos soldats, qui font de l'excellent travail en Bosnie et en Croatie.

Je tiens à dire au député et aux Canadiens que nous n'avons encore jamais demandé à nos troupes d'accomplir une mission sans leur fournir le matériel adéquat et que nous continuerons d'appliquer cette politique. Nous n'allons pas tolérer que nos troupes soient équipées de façon inadéquate. Nous ne l'avons jamais fait et ce n'est pas maintenant que nous allons le faire.

* * *

LA CONTREBANDE DU TABAC

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la Présidente, je voudrais poser une question au solliciteur général.

Presque tous les soirs, on entend le crépitement des mitraillettes et le vrombissement de vedettes qui foncent dans le noir tous feux éteints. Et il ne s'agit pas de la vie à Sarajevo ou à Mogadiscio, mais bien des activités de contrebande du tabac sur le Saint-Laurent près de Glengarry, dans ma circonscription.

En cette dernière journée de la présente législature, je voudrais demander au solliciteur général ce qu'il a l'intention de faire pour mettre fin à ces activités illégales qui mettent en danger la vie et la sécurité de mes électeurs. Qu'a-t-il l'intention de faire pour qu'on cesse de perdre des milliards de dollars d'impôts à cause de cette activité illicite qui se poursuit en ce moment même à 50 milles de la colline du Parlement?